

# Des économies de 30 millions aux HUG?

**HUG ► Lors d'une séance entre la direction et les syndicats, le directeur a évoqué une demande du Conseil d'Etat d'économiser dans des prestations.**

Les Hôpitaux universitaires de Genève (HUG) vont-il devoir sa-  
brer dans des prestations à hau-  
teur de 30 millions de francs?

C'est, semble-t-il, une piste  
envisagée par le Conseil d'Etat  
pour trouver des gisements  
d'économies au sein des éta-  
blissements publics. Lors d'une  
séance entre la direction des  
HUG et les syndicats, qui s'est  
déroulée le 17 juin dernier, Ro-  
bert Mardini, directeur depuis le  
1<sup>er</sup> septembre 2024, aurait expli-  
qué – en réponse à une question

des syndicats qui s'inquiétaient  
de la pérennisation incertaine  
de certains programmes sen-  
sibles – que les autorités canto-  
nales réclamaient des économies  
de 30 millions sur quatre ans,  
raconte une personne qui a as-  
sisté à cette réunion. Ce qui n'a  
pas manqué de faire bondir les  
syndicalistes présents.

Des économies substantielles  
seraient notamment envisagées  
sur les missions dites d'inté-  
rêt général. Des prestations de  
santé publique, confiées par le  
Département de la santé et des  
mobilités (DSM) aux HUG, qui  
sortent du cadre des missions  
habituelles et sont non cou-  
vertes par l'assurance-maladie  
obligatoire. Comme les soins

**La direction  
des HUG,  
laconique,  
ne souhaite pas  
commenter  
et renvoie  
aux instances  
politiques**

aux grands précaires, la santé  
sexuelle, la santé des migrant-es  
ou le soutien aux personnes  
âgées. Soit un budget de près de  
325 millions de francs par an  
pour une nonantaine de mis-  
sions d'intérêt général. La liste  
est en effet longue, et couvre  
aussi d'autres prestations dites  
inattendues et non prévisibles  
comme une pandémie, un acci-  
dent d'envergure ou un conflit.

La Cour des comptes s'est  
déjà penchée sur ces prestations  
d'intérêt général. Dans un rap-  
port daté de décembre 2024,  
les magistrat-es de l'instance de  
contrôle des finances publiques  
avaient considéré que ces pres-  
tations manquaient singulière-  
ment de suivi et que leur pilotage

était pour le moins lacunaire. A  
l'aune de ces conclusions, le dé-  
partement de Pierre Maudet s'est  
engagé à renforcer le suivi de ces  
missions. Des décisions sont at-  
tendues pour septembre 2025.

Interrogé sur les propos te-  
nus par Robert Mardini lors  
de cette fameuse réunion du  
17 juin, la direction des HUG,  
laconique, ne souhaite pas  
commenter et renvoie aux ins-  
tances politiques. Quid alors  
des autorités genevoises? Les  
30 millions d'économies avan-  
cés par la direction générale des  
établissements de soins sont-ils  
déjà actés? Le département de  
Pierre Maudet botte en touche.  
«Le Conseil d'Etat n'a à ce stade  
ni confirmé ni arrêté de telles

mesures d'économie», rapporte  
Marc-André Siegrist, secrétaire  
général adjoint en chargé de la  
communication du DSM. «Les  
discussions budgétaires rela-  
tives aux missions des établis-  
sements publics, dont les HUG,  
s'inscrivent dans le cadre du  
processus budgétaire en cours,  
qui se poursuivra à la rentrée.  
Pour 2026, le contrat de pres-  
tation liant l'Etat aux HUG est  
appliqué conformément aux en-  
gagements en vigueur», conclut  
le chargé de communication.

Pour savoir si les Hôpitaux  
universitaires de Genève procè-  
deront donc à des coupes claires  
dans les missions d'intérêt gé-  
néral, il faudra attendre le mois de  
septembre. **MARC LALIVE D'EPINAY**